

**Consultations avec la Société Civile**  
**Sur le Partenariat Stratégique 2016-2021**  
**Au siège de la Banque Mondiale à Tunis**

*11 Novembre 2015*

**Liste des Participants:**

1. **Organisations de la société civiles:** Bouaza Sihem (ATDD), Maher Hanin (FTDES), Sofiane Bessaies (IFORTEC), Sallemi Skander (Cabinet Skander), Riad Bouaziz (ONMPPU), Boubaker Houman (Randet), Zaara Chedia (Enseignante Universitaire), Chokri Yaich, Yassine Marzougui (Cadre à l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement), Aziza Darghoule (Sociologue), Karim Belhaj Aissa (Association Tunisienne des Contrôleurs Publics, ATCP), Houda Belghaji, Med Dhia Hammami.
2. **Groupe Banque Mondiale:** [Eileen Murray](#), Résidente Représentante basée à Tunis; [Fabrice Houdart](#), Chargé de Projets Principal basé à Washington; Sadok Ayari, Chargé de communication basé à Tunis.

**Compte-rendu de la réunion:**

*Contexte*

3. Dans le contexte de son appui à la Tunisie, le Groupe Banque Mondiale (GBM) est en train de finaliser sa stratégie pour la Tunisie 2016-2020 afin d'atteindre les objectifs « *jumeaux* » d'éliminer la pauvreté extrême et de promouvoir une prospérité mieux partagée.
4. A l'occasion de ces consultations, la Banque a organisé une réunion avec des **représentants de la Société Civile**. Plus de 20 organisations civiles étaient présentes à la réunion. Cette consultation a permis à la Banque de recueillir la vision et les priorités de représentants de la Société Civile sur l'analyse et la stratégie de la Banque Mondiale.

*Résumé des discussions*

5. **Développement durable.** Un participant a souhaité voir mentionné l'objectif de développement durable (SDG) 16 reflété - Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. Ils ont mis l'accent sur une nouvelle approche dans le domaine social afin de créer les conditions propices à un développement durable et équitable basé sur des valeurs de la solidarité entre les tunisiens qui engendrerait une amélioration des conditions et de la qualité de vie en zones urbaines et rurales par la mise en œuvre des stratégies ciblées en matière de gestion rationnelle et de conservation des ressources naturelles.
6. **Environnement.** Un participant a demandé que la Banque continue son appui à la protection de l'environnement particulièrement dans les régions défavorisées. Il a mentionné par exemple les besoins importants liés à la réduction des émanations du dioxyde de soufre dans l'industrie chimique Tunisienne. La Banque a décrit les cinq dons du FEM qui sont mis

en œuvre en Tunisie ainsi que son engagement pour la protection de l'environnement à travers les autres projets du portefeuille.

7. **Implication de la société civile dans le développement.** Un participant a partagé son point de vue que le « *talon d'Achille* » de la Banque Mondiale est d'assurer un engagement citoyen dans le développement. Un participant a suggéré que la Banque vulgarise son langage – souvent élitiste - et communique les réformes structurelles dans des notes synthétiques, simples, accessibles et compréhensibles. La représentante résidente a bien noté cette requête et mentionné les efforts de la BM dans ce domaine et en particulier la vulgarisation de l'analyse par exemple à travers la reproduction d'une bande-dessinée en Arabe ou d'une vidéo en Arabe sur la révolution inachevée (<https://www.youtube.com/watch?v=8OTX1LSavtw>). Un participant a regretté que l'appui concret de la BM à la société civile pour l'identification et le suivi/évaluation par la société civile ne soit pas présent dans le document. Une participante a mentionné que la Banque devrait s'appuyer plus sur des consultants Tunisiens qui connaissent la réalité du pays. Au cours des discussions, il est ressorti que la société civile souhaiterait avoir des communications directes avec le Gouvernement plus fréquemment.

8. **Gouvernance.** Med Dhia Hammami a considéré qu'en l'absence de fortes institutions de régulation, le recours à la déréglementation comme moyen d'appui au secteur privé et de lutte contre la "capture de la rente" peut augmenter le risque de corruption. Il a par ailleurs indiqué son souhait que les réformes relatives à la gouvernance s'étendent sur le secteur privé en incluant la prévention des conflits d'intérêts et l'amélioration des pratiques de divulgation des sociétés privées.

9. **Education, chômage des jeunes et chômeurs diplômés.** Un participant a suggéré de former les chômeurs diplômés pour être les cadres des institutions locales mais aussi du secteur associatif. Les participants ont discuté de ce qu'ils considèrent comme l'échec du secteur éducatif à faire le pont entre les besoins et l'offre de compétences. Ils ont approuvé l'accent de la Banque sur les jeunes à la fois sortis du secteur éducatif mais aussi non entrés dans la vie professionnelle. La Banque a indiqué que la réforme du système éducatif est un grand chantier et a relevé qu'elle donnera un appui analytique à la réflexion en cours. Une participante a mis en cause la pertinence du projet de la Banque Mondiale dans l'éducation de 2006.

10. **PPP.** La réunion a discuté du rôle des **partenariats publics-privés** (PPPs): les participants se sont inquiétés du risque de Gouvernance et se sont demandé si les PPPs ne sont donc pas prématurés dans ce contexte. Ils se sont aussi inquiétés que les PPPs pourraient avoir un effet très négatif sur les tarifs et la qualité des services pour les plus pauvres.

11. **Commerce informel.** Des participants ont mentionné aujourd'hui que le secteur informel représente plus de 60% de l'activité économique. Selon le ministère tunisien du Commerce, le marché parallèle pèse 40% de l'économie tunisienne et emploierait de manière directe 14,000 personnes mais les participants pensent que c'est beaucoup plus. La Représentante a mentionné que le CPF adressera la problématique de la croissance du secteur informel.

12. **Rationalisation de l'administration publique.** Les participants ont mentionné le **poids de la masse salariale** dans les dépenses de l'état (et dans les prêts pris par l'état). Ils ont demandé l'appui de la Banque à la rationalisation de l'administration et en particulier la réduction des effectifs à travers le non-remplacement des départs. La Représentante de la Banque Mondiale a indiqué qu'il y a une possibilité que la BM collabore dans certains aspects

de rationalisation de l'administration publique et tiendra en compte la recommandation d'analyses simples, courtes à la portée de la majorité de la société civile.

13. **Réforme fiscale profonde.** Un participant a indiqué l'importance de pousser la réforme fiscale. Mr Skander Sallemi, Conseiller Fiscal Agréé, a regretté que le projet de réforme fiscal actuel, tel que présenté par le Gouvernement, ne fera que compliquer la situation actuelle et ne répondra pas aux objectifs de création d'emploi et de développement du secteur privé. Les participants ont aussi mis en garde la Banque Mondiale contre l'impact négatif de l'autoréglementation par les douanes. La Banque Mondiale a rappelé qu'elle n'est pas partie de la réforme fiscale.

14. **Risques.** Les participants ont indiqué que le risque de conception des projets, indiqué comme faible dans le CPF, est en fait élevé. La Banque a indiqué son accord pour revoir ce risque dans la prochaine version et le définir comme « *substantiel* » (S).

#### **Pour plus d'information sur le Web :**

- Banque Mondiale en Tunisie : <http://www.banquemondiale.org/fr/country/tunisia>
- Rapports de la Banque Mondiale sur la Tunisie :  
<http://www.banquemondiale.org/fr/country/tunisia/research>
- Le Diagnostic-pays systématique (2015) :  
<http://www.banquemondiale.org/fr/country/tunisia/publication/tunisia-systematic-country-diagnostic-2015>
- Lien vers le coin de lecture des documents clés pour la Tunisie :  
<http://www.banquemondiale.org/fr/country/tunisia/brief/tunisia-reading-room>
- Site des consultations sur le CPF :  
<http://www.banquemondiale.org/fr/events/2015/10/29/consultations-we-are-planning-our-support-to-tunisia-and-we-need-your-help#1>